

Chers lecteurs, chères lectrices,

**Gustave Massiah**, président du CRID, vous propose un article sur Nairobi. Plus particulièrement sur un nouveau cycle des forums sociaux mondiaux qui se fait jour (p. 4).

Ensuite, à la page 12, **Philippe Cantin** et **Annelies Hodge** poursuivent la série sur les initiatives durables. Cette fois-ci, ils s'intéressent à la construction.

**Miguel Rojas** (p. 16) vous présente les grandes conclusions d'une conférence à l'Université Concordia portant sur les opportunités d'affaires reliés au développement durable.

Puis, **Ana Isabel Otero** vous livre un compte rendu du séminaire autour du livre *Consommation et image de soi*, de Benoit Duguay (p. 19).

Finalement, **Corinne Gendron**, titulaire de la CRSDD, analyse les résultats des élections provinciales 2007 en s'interrogeant sur l'importance que l'on accordera aux questions environnementales (p. 22).

# Oeconomia Humana

*Mai 2007*

**Éditorial, Julien Boucher, rédacteur en chef**

[Boucher.julien@courrier.uqam.ca](mailto:Boucher.julien@courrier.uqam.ca)

## Tout le kit de la bonne conscience : que se cache-t-il sous le vernis d'IKEA?

Après plus de cinquante ans de mise au point par le «père-fondateur», accessoirement multimilliardaire<sup>1</sup>, Ingvar Kamprad, le concept IKEA est maintenant parfaitement rôdé et tout le monde y trouvera son compte. On peut s'y rendre seul ou en famille, avec une idée bien précise ou aucun plan de match, l'estomac plein ou alors dans l'attente de satisfaire une envie de gastronomie suédoise, le résultat sera invariablement le même : désireux de s'offrir la petite commode vernie de la page 34, on en sortira allégé de quelques dollars supplémentaires mais tellement satisfait d'avoir fait l'acquisition impulsive de tous ces objets dont on ne soupçonnait même pas l'existence le matin même. Pour l'originalité bien sûr, on repassera, mais à ce prix là on ne doit pas faire la fine bouche. Et puis, tant pis si tout cela ne survivra pas au prochain déménagement, il y aura bien une enseigne bleue et jaune à proximité pour renouveler le tout... toujours à bas prix!

Voilà le principe de base: minimiser les coûts pour vendre aux plus grand nombre. Mais attention, cette chasse au surcoût repose sur un catalogue d'idées simples et efficaces<sup>2</sup> mais certainement pas au détriment des employés des 240 franchises. M. Kamprad prend en effet très à cœur le maintien de la dimension humaine au sein d'une entreprise qui, au bout d'un demi-siècle, vient d'atteindre les 110 000 employés<sup>3</sup>: la performance est remarquable. Les salaires dépassent ainsi légèrement le salaire minimum en vigueur, la semaine de travail est un peu moins lourde que ce

qu'impose la loi et les relations au sein de la hiérarchie sont volontairement anti-conformistes<sup>4</sup>. Toute la «famille» IKEA doit se sentir plus impliquée pour atteindre l'objectif suprême : vendre toujours plus, plus souvent et toujours moins cher.

Les écolos de tous poils auront bien beau s'offusquer d'un modèle de consommation erratique à l'heure où la chasse au gaspillage est devenue plus qu'une nécessité, leurs critiques ne feront sans doute pas le poids devant la raison économique et ne semblent d'ailleurs pas entacher le très fort capital de sympathie dont jouit l'entreprise auprès de ses (très) nombreux usagers. *L'a priori* positif de la clientèle *ikéenne* n'est certainement pas le fruit du hasard mais découle plutôt d'une stratégie savamment orchestrée.

Tout d'abord, l'entreprise communique ostensiblement, et en couleur, sur des origines suédoises dont certains éléments peuvent pourtant nous faire douter. Ainsi, moins de 8% de ses fournitures proviennent aujourd'hui de Suède contre quelques 20% pour la seule Chine et 75% des employés travaillent dans les franchises réparties dans 44 pays<sup>5</sup>. Depuis 1982, IKEA n'est même plus basée en Suède mais en Hollande et son fondateur réside maintenant en Suisse, on ne sait trop pourquoi... Bref nous avons affaire à une multinationale, leader incontestée dans un secteur qu'elle a elle-même créé. Cette filiation scandinave, finalement très lointaine, n'en est pas moins efficace et le champion du

prêt-à-meubler se pose plus que jamais comme une entreprise ancrée au Nord de l'Europe, profitant ainsi du large crédit dont jouit cette partie du monde dans l'imaginaire collectif<sup>6</sup>.

Belle manœuvre, direz-vous....mais la communication *ikéenne* est loin de s'arrêter là. Au cours des dernières décennies et, il faut le préciser, à la suite de nombreux scandales ayant entaché son image, IKEA a su nouer des alliances avec de nombreuses ONG mondialement connues afin de redorer son blason terni :

*Un problème avec le travail des enfants? Save the children et l'UNICEF arrive à la rescoufle [d'IKEA]. Des arbres coupés à tort et à travers? C'est le WWF qui débarque dans un partenariat.*  
(Bailly et al., 2006. p.61)

Ces alliances de circonstances n'en demeurent pas moins bien concrètes et il serait malvenu de mettre en doute le réel investissement des différentes parties prenantes... d'autant qu'elles y trouvent toutes leur compte. Les différentes ONG impliquées peuvent ainsi développer des programmes sociaux et/ou environnementaux à l'échelle mondiale en plus de présenter ce partenariat comme un modèle à suivre pour d'autres multinationales. IKEA, pour sa part, fait taire les critiques et peut exhiber les gages d'une société désireuse d'établir une relation commerciale éthique avec ses fournisseurs...le bricoleur qui sommeille en chacun de nous en sera très certainement soulagé.

Tout ceci fut parachevé en 2000 avec la mise au point de l'IWAY (IKEA Way on Purchasing Home Furnishing Products). Ce code de conduite réunit l'ensemble des critères sociaux et environnementaux conditionnant le partenariat avec le géant jaune et bleu<sup>7</sup>. Les avancées sont notables, mais le modèle reste très imparfait. Ainsi, l'IWAY a été mise au point par IKEA pour IKEA et est très majoritairement contrôlé en interne : en 2005, sur 1091 audits effectués 26 seulement le furent par des auditeurs externes (Bailly et al., p.67).

Outre le manque évident de transparence, la politique sociale et environnementale d'IKEA déçoit aussi par l'absence totale de spontanéité qui la caractérise. Les mesures prises n'ont jamais été pro-actives mais bel et bien des réactions calculées dans le seul but de désamorcer une crise ou encore de satisfaire les nouvelles exigences d'une opinion publique de plus en plus réceptive aux problématiques globales, et qui sait maintenant user de son pouvoir de consommateur<sup>8</sup>.

Peu importe le chemin, diront certains, l'important c'est le résultat! Je ne suis pas d'accord. La responsabilité sociale et environnementale d'une entreprise ne saurait pas se résumer à quelques saupoudrages de mesures volontaires, auto-sélectionnées, et ce quelle que soit leur ampleur. Au-delà du simple outil marketing, cette responsabilité affichée et revendiquée de-

vrait devenir une véritable fin en soi. Il s'agit là d'une nécessité si l'on désire établir les bases du développement durable où la protection de l'environnement est une *condition* et où l'économie doit constituer un *moyen* afin d'atteindre les *objectifs* de développement social<sup>9</sup>.

Toutes ces pièces sont bien présentes dans le cas qui nous intéresse ici mais le modèle est assemblé à l'envers. Cela peut être rassurant pour certains : même en interne, le guide de montage a du mal à être déchiffré. Tout comme ses clients, l'entreprise semble pourtant se satisfaire de ce résultat un peu branlant : bon an mal an, il remplit sa fonction et c'est tout ce qu'on lui demande!

Arrivé à ce stade une question légitime se pose : pourquoi montrer ainsi du doigt une entreprise qui prend tout de même quelques mesures intéressantes alors que tant d'autres ne font strictement rien? La réponse réside essentiellement dans la reformulation de la question. Cette dernière est en effet erronée : depuis 1982 et son déménagement fiscal en Hollande, IKEA n'est plus considérée comme une entreprise mais est devenue un *organisme à but non-lucratif* ...non-assujetti à l'impôt! L'information a été dévoilée par la très réputée revue états-unienne *The Economist* dans son édition du 11 mai 2006<sup>10</sup>, puis reprise par l'organisation suisse *Public eye*<sup>11</sup>.

Le réseau IKEA est trouble et l'exercice de simplification difficile, mais je vais m'y risquer : La *Stichting Ingka Foundation* (SIF), créée en 1982 par Ingvar Kamprad, est la deuxième fondation la plus riche du monde (36 milliards US\$), derrière la Fondation Gates. Cependant, alors que cette dernière finance à coup de dizaines de millions de dollars la mise au point d'un vaccin contre le VIH, la SIF se consacre exclusivement à la promotion du... design intérieur!! Elle n'aura versé, pour l'exercice 2005, qu'1.7 millions US\$ à un institut suisse d'enseignant en architecture. Dérisoire comparé aux bénéfices enregistrés par le *Ingka Holding Group*, propriété de la SIF, qui exploite 90% des franchises IKEA (1.7 milliards US\$ de profits en 2004).

Parallèlement à cette fondation, une autre structure encore plus nébuleuse, *l'Inter Ikea System*, détient les droits d'exploitation du concept IKEA et touche ainsi 3% des ventes totales du groupe. Véritable poupee gigogne d'entreprises basées dans divers paradis fiscaux, personne ne peut affirmer avec certitude qui contrôle exactement cette entité qui aura, en 2004, payé 19 millions d'euros d'impôts sur les 553 millions d'euros perçus. *The Economist* note qu'«il y a peu de doutes» que le tout soit contrôlé par la famille Kamprad qui pourrait ainsi percevoir des sommes colossales tout en s'assurant du contrôle absolu et exclusif d'IKEA et en évitant tout relevé d'imposition à la hauteur du

chiffre d'affaires du groupe.

Les bonnes résolutions du géant de l'ameublement résonnent très différemment à la lumière de cette évasion fiscale aussi efficace que révoltante. Entre les intentions affichées et la sordide réalité du montage financier décrit ci-dessus, IKEA réalise un grand écart tout à fait spectaculaire qui ne semble pas faire obstacle à son développement économique puisqu'en 2006 le nombre de franchises, les ventes et profits d'IKEA, incidemment la fortune personnelle de la famille Kamprad, ont encore progressé.

Le plus marquant dans tout cela est peut-être le fait que tout est parfaitement légal! On peut tout au plus taxer la famille Kamprad d'un certain cynisme, elle qui fait tout et son contraire, flattant d'une main notre néo-conscience de consommateur, exploitant de l'autre les failles béantes d'un système mondialisé non-régulé qui n'en finit plus de faire état de ses limites. A l'heure où même les États ne peuvent définitivement plus y imposer un semblant d'ordre<sup>12</sup>, nous devons nous demander quel type d'acteur le pourra. Espérons seulement que la réponse ne tardera plus trop à arriver.

<sup>1</sup>Le magasine Forbes l'aura classé en 2007 au 4<sup>ème</sup> rang des personnes les plus riches du monde avec une fortune avoisinant les 33 milliards US\$ : [http://www.forbes.com/lists/2007/10/07billionaires\\_Ingvard-Kamprad\\_familly\\_BWQ7.html](http://www.forbes.com/lists/2007/10/07billionaires_Ingvard-Kamprad_familly_BWQ7.html).

<sup>2</sup>Pas de livraisons, meubles à monter soi-même, le client se sert directement dans l'entrepôt...

<sup>3</sup>Voir le site d'IKEA : [http://www.ikea.com/ms/en\\_CA/](http://www.ikea.com/ms/en_CA/)

<sup>4</sup>34h/semaine au lieu de 36h/semaine en Belgique d'après Bailly et al, 2006.

<sup>5</sup>Chiffres provenant du site Internet de Public eye : [http://www.evb.ch/cm\\_data/Ikea\\_f.pdf](http://www.evb.ch/cm_data/Ikea_f.pdf) du site d'IKEA : [http://www.ikea.com/ms/en\\_CA/](http://www.ikea.com/ms/en_CA/) et de Bailly et al., 2006.

<sup>6</sup>Les démocraties d'Europe du Nord forment ainsi un modèle dont se réclame bon nombre de politiciens. Le dernier exemple en date étant la campagne présidentielle française au début de laquelle Ségolène Royal se sera amplement appuyée sur le « modèle scandinave ».

<sup>7</sup>Disponible en ligne: [http://www.ikea.com/ms/fr\\_CA/about\\_ikea/social\\_environmental/IWAYC1.pdf](http://www.ikea.com/ms/fr_CA/about_ikea/social_environmental/IWAYC1.pdf)

<sup>8</sup>Stolle et al, 2003.

<sup>9</sup>Gendron et Revéret, 2000.

<sup>10</sup>Disponible en ligne : [http://www.economist.com/business/displaystory.cfm?story\\_id=6919139](http://www.economist.com/business/displaystory.cfm?story_id=6919139)

<sup>11</sup>Disponible en ligne : [http://www.evb.ch/cm\\_data/Ikea\\_f.pdf](http://www.evb.ch/cm_data/Ikea_f.pdf)

<sup>12</sup>Beck, U. 2003

#### Références :

**Bailly, O. Lambert, D. et Caudron, J.M.** 2006. *IKÉA : Un modèle à démonter*. Les éditions Luc Pire (Bruxelles), 109 pages.

**Beck, Ulrich.** 2003. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris : Flammarion, coll. Alto, 562 pp.

**Gendron C. et Revéret J.P.**, 2000. « Le développement durable » *Économie et Société*, 14 pages.

**Stolle, D., Hooghe, M., Micheletti, M.** 2003. « Political Consumerism : A New Phenomenon of Political Participation? » An Exploratory Study in Canada, Belgium and Sweden. *ECPR joint session*. Edinburgh, March 28-April 2, 26 p.

#### Sites internet :

Revue *The Economist*: [www.economist.com](http://www.economist.com)

Revue *Forbes* : [www.forbes.com](http://www.forbes.com)

Organisation *Public Eye* : [www.publiceye.ch](http://www.publiceye.ch)

Organisation *SOMO* : [http://www.somo.nl/index\\_eng.php](http://www.somo.nl/index_eng.php)

IKÉA Canada: [http://www.ikea.com/ms/en\\_CA/](http://www.ikea.com/ms/en_CA/)

## Saviez-vous que...

### Experts en consommation responsable recherchés

L'Université Laval lance un appel à conférenciers en vue de la préparation d'un colloque sur la production et la consommation durables. L'événement, intitulé [Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur-citoyen](#), est organisé par le [Centre d'études en droit économique](#) (Cédé) de l'Université Laval. On abordera les problématiques de consommation et de production sous divers angles : relations Nord-Sud, gouvernance, commerce équitable, propriété intellectuelle, information du consommateur, tourisme durable, etc.

Le Cédé invite les personnes souhaitant présenter une conférence lors de cet événement à se faire connaître : elles ont jusqu'au 11 mai pour soumettre leur proposition d'allocution et leur curriculum vitae (<http://www.colloque2008cede.fd.ulaval.ca>)

Le colloque aura lieu à l'Université Laval (Québec), du 18 au 20 septembre 2008.

## Après Nairobi, un nouveau cycle des forums sociaux mondiaux

Par Gustave Massiah, Président du CRID

### NAIROBI 2007, UN TRES BON FORUM SOCIAL MONDIAL

Le Forum Social Mondial de Nairobi a été, de mon point de vue, un très bon Forum. Un des plus intéressants parce qu'un des plus contradictoires. Nairobi a démontré la vigueur du processus des Forums sociaux mondiaux et du mouvement altermondialiste. Le mouvement altermondialiste ne se résume pas aux Forums Sociaux, mais le processus des forums y occupe une place particulière. Le FSM de Nairobi a été révélateur des questions posées à ce processus. Au début les problèmes, les difficultés et les très fortes contradictions se sont accumulés. Il a fallu deux jours pour que la dynamique du processus des Forums l'emporte sur les interrogations de départ.

**La dimension mondiale du Forum Social Mondial** a été bonne. Il y avait de fortes délégations de tous les continents (Indiens, pakistanais, brésiliens, italiens, français, etc.) Les progrès étaient très sensibles dans l'approfondissement des débats et de l'élaboration ainsi que dans la construction des réseaux mondiaux. Cette progression a été visible sur une série de questions, comme par exemple l'eau, la dette, la souveraineté alimentaire, les rapports entre l'Europe et l'Afrique et notamment entre la France et l'Afrique. Il y a eu un élargissement des réseaux présents et réellement impliqués. Pour prendre un exemple, le « Caucus » sur les droits humains ; la tente de 500 personnes a été remplie en permanence et près de 80 réseaux ont participé à sa préparation. De même pour la dette, des réseaux aussi différents que Eurodad, le CADTM ou Jubilee Sud ont travaillé en commun à la construction de ces espaces. Sur les migrations, il y a eu un vrai débat dans la continuité des forums de Bamako et d'Athènes. La construction d'un réseau vraiment mondial a été amorcée à partir des associations de migrants en Europe et du réseau Migreurop, des associations africaines, des associations des Etats-Unis, du Mexique, des Philippines, d'Indonésie, etc.

**La dimension africaine du Forum Social Mondial** a été excellente. D'abord par la participation : 1300 Tanzaniens, 1000 Ougandais, 800 Sud-Africains, 700 éthiopiens, 300 Sénégalais, 150 Congolais de RDC, etc. Plusieurs des grandes délégations africaines avaient une composition populaire affirmée ; elles ont mobilisé des mouvements populaires et ont été préparé par des Forums sociaux nationaux. L'Afrique est le continent sur laquelle il y a eu le plus de Forums sociaux nationaux (plus d'une dizaine en 2006). Une des réussites du Forum est d'ailleurs la forte présence syndicale. Près de cinquante syndicats

africains ont participé activement au Forum. On a même vu arriver une délégation de 115 syndicalistes Soudanais. Le mouvement syndical africain a connu là sa première apparition publique à l'échelle du continent.

Nous avions la crainte que le FSM n'aille pas plus loin que le forum polycentrique de Bamako. Cela n'a pas été le cas. Les Forums (continentaux, nationaux, locaux) se renforcent les uns les autres, renforcent les sociétés civiles. A Bamako, on a vu la reconnaissance et la visibilité d'une société civile africaine structurée : organisations paysannes, syndicats de base (travailleurs des mines...), comités pour l'annulation de la dette, associations de femmes, de quartiers, de paix, de migrants, un mouvement écologiste qui démarre, etc. A Nairobi, c'est plus la dimension africaine qui a été marquante, une rencontre entre les différentes Afriques, avec la volonté et la difficulté de dépasser les frontières linguistiques coloniales. Le swahili, grande langue régionale a été très présent. On peut parler aujourd'hui, à travers sa diversité et ses contradictions, de l'émergence d'un mouvement social et citoyen africain à l'échelle du continent.

**La dimension kenyane du Forum Social Mondial** a été beaucoup moins convaincante. Au delà des problèmes d'organisation, les affrontements au sein du mouvement social kenyen ont été très aigus. Du point de vue de l'affluence, l'estimation la plus basse était de 30 000 personnes, l'estimation haute de 60 000. Pour un pays de la taille du Kenya c'est tout à fait impressionnant. Il est un peu tôt pour apprécier l'impact local, le Forum jouera un rôle déclencheur et formateur qui peut déboucher sur une réelle avancée.

**Les questions soulevées par le processus** sont nombreuses. Les critiques faites à l'organisation du FSM dans les choix et les procédures de mises en œuvre sont légitimes. Il ne faudrait pas qu'elles masquent les problèmes soulevés par le processus et qui étaient, d'une manière ou d'une autre, présentes dans les forums précédents.

**L'élargissement géographique** a progressé. Nous savions qu'un forum en Afrique ne serait pas facile. D'autant que l'Afrique du Sud ne s'était pas portée candidate. Or il n'y a pas beaucoup de pays africains qui peuvent accueillir un FSM, du point de vue de leur taille et de la force de leur mouvement social. Le format actuel du FSM ne peut pas être facilement localisé dans beaucoup de villes.

**La mesure de l'impact d'un FSM** est aussi difficile. D'autant qu'il y a une différence entre l'impact d'un événement forum et l'impact du processus des forums. La question du nombre des participants est à relativiser. Mais la médiatisation y ramène lourdement et pousse au gigantisme. La médiatisation elle-même est relative, attendons-nous une visibilité marquante, ou une « sympathie » des médias ? L'impact que nous recherchons est d'abord qualitatif ; il s'agit plus de la diversité et de la convergence que de la standardisation. L'évolution est patente de ce point de vue ; par exemple, les sujets sont traités de manière bien plus approfondie qu'au début des FSM.

**L'élargissement des bases sociales** n'est certainement pas suffisante, elle est pourtant réelle. Les syndicats de travailleurs, les organisations paysannes et les associations d'habitants sont présents depuis le début ; ainsi au Brésil la CUT, le MST ou le MNLN et à Nairobi les syndicats africains. La présence des plus pauvres et des exclus est plus difficile. La participation des No-Vox a marqué une étape qui s'est consolidée, notamment avec les migrants à Bamako ; ce sont les Dalits à Mumbai qui ont assuré un tournant qualitatif.

**La participation des pauvres et des exclus** demande un effort volontariste continu et difficile ; particulièrement pour assurer la participation des associations représentatives de ces couches populaires au Forum. Pour les NoVox, les Dalits à Mumbai, les pêcheurs à Karachi, leur accès au Forum s'est fait à travers leurs associations, ils étaient (ou s'étaient) organisés. Il est beaucoup plus difficile de participer au Forum de manière complètement individuelle. A Nairobi, les choix ont été très malheureux : éloignement sans navettes gratuites, prix d'entrée très élevé pour les pauvres, péréquation insuffisante, ouverture insuffisante pour une partie des associations des bidonvilles.

**L'exigence éthique** dans la conduite des FSM est une question essentielle. La question de l'accès des pauvres a montré une très forte élévation des exigences éthiques du mouvement altermondialiste. La revendication d'un autre monde peut-elle se satisfaire de la poursuite des comportements dominants que l'on rejette ? Les Forums doivent aussi être des vitrines d'un autre monde possible. Trois grandes questions ont été posées quand aux compromis acceptables : comment assurer l'organisation et la sécurité d'un événement comme le Forum ? quelle mode de consommation accepter dans les Forums ? comment financer les forums ?

**L'élargissement politique** du processus des Forums se pose continuellement. Il n'est pas normal que des contradictions, voire des affrontements, opposent des composantes différentes du mouvement social et citoyen d'un pays ou d'une région. Il y a eu plusieurs fois des contre-forums, comme par exemple à Londres ou à Mumbai. A Nairobi, le People's Parliament qui a joué un rôle très important dans l'ouverture du FSM, a organisé

un autre Forum. Dans le rapport qu'elle a rédigé après le Forum, Wangui, la représentante du People's Parliament, indique que ce Forum n'a pas été organisé contre le FSM mais parce que nous ne pouvions y participer. Elle déclare par ailleurs son appui au processus des Forums sociaux.

La question de l'élargissement politique porte aussi sur la présence de plus en plus forte de certains mouvements, comme les très grosses ONG, défendant des positions plus modérées. Il ne suffit pas de proposer de rétablir l'équilibre en invitant les autres courants à être plus présents : il faut veiller à ce que les moyens plus importants des grosses associations ne leur permettent pas d'influencer ou de contrôler l'évolution des forums.

**L'articulation entre élargissement et radicalisation** est la question la plus importante aujourd'hui pour le processus des forums sociaux. Le mouvement altermondialiste part du refus de la mondialisation néolibérale et de la conviction qu'un autre monde est possible et qu'il implique une rupture avec la pensée dominante et les politiques néolibérales. L'élargissement est un gage de succès pour le processus, à condition d'éviter l'affadissement du mouvement. L'approfondissement des engagements est une nécessité à condition d'éviter les exclusions et le sectarisme. Dans le langage du forum on parle de la liaison entre la convergence et la juxtaposition, l'horizontalité et la définition de priorités et d'axes de mobilisation, l'ordonnancement et l'agglutination (« brésilianisme » qui renvoie à l'appel à se regrouper sur une base autogérée)

**Une expérience de convergence** a été tentée le quatrième jour du FSM : la proposition de se regrouper, sans renoncer aux activités autogérées, le matin à partir des réseaux ou des campagnes et l'après-midi à travers des thématiques identifiées (21 thématiques à partir des 1100 activités inscrites) pour définir des propositions et des mobilisations. La démarche a été jugée intéressante, les résultats n'ont pas été concluants du fait de l'absence d'une préparation suffisante avant le forum et des difficultés d'organisation dans le changement de rythme.

Le débat stratégique sur l'élargissement et la radicalisation, sur la forme du Forum et l'évolution du processus renvoie à un débat plus fondamental, celui de l'horizon de la transformation sociale. Suyant que l'on est plus sensible à l'urgence de la situation et à la nécessité de définir des objectifs à moyen terme ou que l'on met l'accent sur le caractère historique du mouvement altermondialiste et que l'on se situe sur la longue période. C'est à partir de là que se définissent les discussions sur l'essoufflement du mouvement ou sur sa permanence. C'est pourquoi, le débat fondamental du mouvement est le débat stratégique, la pensée stratégique

permettant de relier les actions à court terme et les objectifs à long terme, l'urgence de la réponse aux situations inacceptables et la transformation en profondeur des sociétés et du monde.

#### UN NOUVEAU CYCLE DES FORUMS SOCIAUX MONDIAUX

Je reprends, ci-dessous, mon intervention au Conseil International de Parme, en Octobre 2006. Le FSM de Nairobi me semble confirmer les hypothèses que j'avais alors proposé.

**Le mouvement altermondialiste n'est pas en panne.** Il est de bon ton d'annoncer son essoufflement, et pourtant il ne cesse de s'élargir et de s'approfondir. Elargissement géographique d'abord comme en témoigne les Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre, Mumbaï et demain Nairobi ; le forum polycentrique de Bamako, Caracas et Karachi ; les forums continentaux et les forums nationaux dont celui des Etats-Unis en juin 2006 à Atlanta ; la cascade ininterrompue des forums locaux. Elargissement social avec les mouvements paysans dont les mouvements de sans-terre, les syndicats ouvriers, les No-Vox dont les Dalits, les comités de quartiers dégradés et de bidonvilles, les forums de migrants, la marche mondiale des femmes, les camps de jeunes. Elargissement thématique avec les forums thématiques comme ceux de l'éducation, de l'eau et les forums associés des autorités locales, des parlementaires, des juges, etc.

Le mouvement altermondialiste a connu une montée en puissance considérable en un temps très court, en moins de dix ans. Pour autant, il n'a pas gagné. Il aurait été étonnant de gagner en si peu de temps ; d'autant qu'il n'est pas très simple de définir ce que gagner veut dire. Le mouvement altermondialiste est un mouvement de long terme qui s'inscrit dans la durée. Ce mouvement évolue en fonction des situations. Proposons quelques hypothèses.

**Première hypothèse : le mouvement altermondialiste entre dans une nouvelle période.** Nous achevons un cycle du processus des forums sociaux mondiaux, celui qui a été commencé après Seattle. Il s'agit de définir les éléments du projet correspondant à cette nouvelle période. Des changements politiques importants sont en gestation. D'autant que le néolibéralisme est en crise et que la phase néo-libérale de la mondialisation est probablement en cours d'achèvement. Nous arrivons aux limites de l'hégémonie du capital financier et de sa logique « court-termiste ». L'hégémonie économique états-unienne est éprouvée. La montée en puissance économique de la Chine, de l'Inde et aussi du Brésil changent la donne. La guerre perpétuelle suscite de nouvelles contradictions et les élections aux Etats-Unis introduisent des incertitudes sur la conduite des guerres. La situation en France va évoluer dans les périodes électorales et de recomposition politique. Le mouvement politique en Amérique

Latine redéfinit, dans la diversité des situations, de nouveaux rapports entre mouvements et gouvernements.

**Deuxième hypothèse : le mouvement altermondialiste a concrétisé une alternative.** En partant de la contestation du néolibéralisme, le mouvement a affirmé le refus de la fatalité et est passé de la résistance à la contre-offensive et à la mise en avant d'alternatives. L'orientation stratégique qui s'est imposée à travers les Forums est la suivante : à l'organisation des sociétés et du monde par l'ajustement au marché mondial et la subordination au marché mondial des capitaux nous opposons l'organisation des sociétés et du monde autour du principe de l'accès aux droits pour tous. Ce principe a déjà changé la nature des mouvements dont la convergence forme la caractéristique principale de l'altermondialisme ; chacun des mouvements a évolué en intériorisant dans ses références la priorité donnée à l'accès aux droits pour tous.

**Troisième hypothèse : le mouvement altermondialiste doit s'opposer à la nouvelle offensive idéologique.** Le néo-conservatisme qui construit la suprématie du militaire et de la guerre perpétuelle et préventive. La structuration de l'économie par les discriminations et le racisme. La montée de l'idéologie sécuritaire, des retours identitaires, des fondamentalismes, de la tolérance zéro, de la criminalisation des mouvements.

**Quatrième hypothèse : les modalités du mouvement altermondialiste se sont enrichies.** Elles combinent les luttes et les résistances, les campagnes et les mobilisations, les pratiques sociales innovantes, l'élaboration, les alternatives, les propositions de négociation. Elles mettent en avant la construction d'une nouvelle culture politique qui chemine dans le fonctionnement des Forums. L'expertise citoyenne conteste le monopole de l'expertise dominante et de la pensée unique ; elle concrétise le passage de « TINA » (There Is No Alternative) cher à Madame Thatcher à la capacité de penser un autre monde possible.

**Cinquième hypothèse : Le mouvement altermondialiste est un mouvement historique qui s'inscrit dans la durée.** Il prolonge et renouvelle les trois mouvements historiques précédents. Le mouvement historique de la décolonisation ; et de ce point de vue l'altermondialisme a modifié en profondeur les représentations Nord-Sud au profit d'un projet commun. Le mouvement historique des luttes ouvrières ; et de ce point de vue la mutation vers un mouvement social et citoyen mondial. Le mouvement des luttes pour la démocratie à partir des années 1960-70 ; et de ce point de vue le renouvellement de l'impératif démocratique après l'implosion du soviétisme en 1989 et les régressions portées par les idéologies sécuritaires.

# Appel à communications ...



Un événement éco-responsable !

**Holiday Inn Midtown**  
Montréal, Canada  
22-23 octobre 2007  
[www.cycle2007.org](http://www.cycle2007.org)

3ième Forum canadien sur la gestion  
du cycle de vie des produits et services

***Vers une économie  
cycle de vie***

## APPEL AUX CONFÉRENCIERS

### SUJETS DE CONFÉRENCE RECHERCHES

#### IMPACTS SOCIAUX DU CYCLE DE VIE (RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES)

- Indicateurs sociaux
- Qualité et disponibilité des données
- Méthodologie, outils et études de cas

#### MÉTHODOLOGIE SUR L'INVENTAIRE ET LES IMPACTS EN ACV

- Base de données
- Qualité et confidentialité des données
- Incertitudes et variabilité spatiale
- Régionalisation des impacts
- Initiatives internationales
- ACV hybride et approche Input/Output
- Études de cas

#### RÉGLEMENTATION ET ÉCOLABELS

- Initiatives internationales
- Réglementation des produits
- Enjeux liés à la commercialisation
- Certification et harmonisation des écolabels
- Études de cas

#### OUTILS DE GESTION DU CYCLE DE VIE

- Outils de gestion et outils ACV simplifiées
- Communication environnementale
- Implication de la chaîne de fournisseurs
- Design pour l'environnement
- Ecoefficacité
- Écologie industrielle
- Études de cas

#### CYCLE DE VIE DES COÛTS

- Méthodologie/Outils
- Internalisation des coûts
- Comptabilité par activités et imputations
- Études de cas

#### BÂTIMENTS DURABLES

- Certification LEED
- Bâtiments verts
- Exemples de réalisation

#### APPROVISIONNEMENT DURABLE

Le CIRAI (Centre interuniversitaire de recherche sur le cycle de vie des produits, procédés et services) a le plaisir de vous convier à CYCLE 2007, la troisième édition du Forum canadien sur la gestion du cycle de vie des produits et services. Ce rendez-vous sur les applications de l'approche du cycle de vie se tiendra les 22 et 23 octobre prochain au Holiday Inn Midtown, à Montréal.

### LES PARTICIPANTS

Fort du succès qu'ont remporté les deux premières éditions du Forum canadien, CYCLE 2007 prévoit réunir plus de 250 participants s'intéressant à la gestion du cycle de vie et concernés par le développement durable, provenant de l'industrie, des gouvernements, des universités et des ONG. CYCLE 2007 présente des aspects méthodologiques en lien avec les développements récents en matière d'impacts du cycle de vie et de gestion des données d'inventaire. Il aborde l'analyse du cycle de vie au service des PME et de la grande entreprise. Il présente des études de cas d'origines canadienne et internationale. Pour cette troisième édition, une attention particulière sera entre autres portée aux impacts sociaux reliés au cycle de vie des produits et services grâce à la présence du Groupe de travail sur les impacts sociaux de l'Initiative sur le cycle de vie PNUE/SETAC.

### SOUMISSION DE RÉSUMÉS

Les auteurs sont invités à présenter un résumé détaillé de 400-500 mots **avant le 4 mai 2007**. Les propositions doivent être transmises électroniquement via le formulaire disponible sur: [www.cycle2007.org](http://www.cycle2007.org). Indiquer clairement le titre de la conférence et le thème de recherche, le nom ainsi que les coordonnées complètes du conférencier.

### ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

Les propositions seront évaluées en fonction de leur pertinence et de leur contribution à l'avancement des connaissances par un comité scientifique constitué d'une dizaine d'experts dans le domaine.

### SERVICE D'INTERPRÉTATION SIMULTANÉE

Un service d'interprétation simultanée dans les deux langues officielles sera offert pour chacune des sessions.

### CONTACT

Courriel: [info@cycle2007.org](mailto:info@cycle2007.org)  
Site Web: [www.cycle2007.org](http://www.cycle2007.org)



**Faites parvenir votre candidature  
directement en ligne avant le 4 mai 2007:  
[www.cycle2007.org](http://www.cycle2007.org)**

# 75<sup>e</sup> Congrès de l'ACFAS

Mai 2007

## MOUVEMENTS SOCIAUX ET TRANSNATIONALISATION DES PRATIQUES : LES AMÉRIQUES SONT-ELLES DIFFÉRENTES ?

Les 7 et 8 mai 2007, UQTR, Colloque 417

Nombreuses sont les tendances actuelles qui obligent les mouvements sociaux (MS) à reconSIDéRer leurs stratégies dans le sens d'une transnationalisation de leur action. Les défis globaux liés au péril écologique font en sorte que les luttes des environnementalistes ne peuvent plus être envisagées d'un strict point de vue local. Par ailleurs, la multiplication des accords de commerce bilatéraux et régionaux et la création d'un espace économique transnational, favorisant la reconfiguration de l'appareil productif en réseau, libèrent l'entreprise du rapport de force autrefois négocié nationalement et obligent les syndicats du Nord et du Sud à repenser leur façon d'agir. Plus largement, la subordination du politique à l'économique, la concentration des pouvoirs aux mains des exécutifs et le déficit démocratique qui s'ensuit ont pour conséquence de reléguer à un second plan l'aréne politique nationale. D'abord, sur le plan conceptuel, il s'agit de tracer un aperçu des théories de l'action collective, des MS et de la politique contestataire afin de prendre la mesure de l'intérêt porté à cette question dans ses plus récents développements. Ensuite, il s'agit de répondre à quelques questions centrales : Comment envisage-t-on le passage du mouvement local à l'action transnationale? Comment interpréter la reconfiguration du « processus de cadrage » des enjeux et des techniques de mobilisation? Comment s'opère le renouvellement du « répertoire » de l'action collective et des stratégies de lutte? L'objectif du colloque est donc de s'interroger sur la capacité des MS à transnationaliser leurs pratiques de manière à répondre à ces transformations structurelles.

**LUNDI LE 7 MAI 2007**

### SÉANCE 1 : OUVERTURE DU COLLOQUE

#### PRÉSIDENCE ET MOT DE BIENVENUE : DORVAL BRUNELLE

9 H 00 : Jean-Pierre Charbonneau – Ex-président de l'Assemblée nationale du Québec et fondateur de la COPA. *La Confédération parlementaire des Amériques (COPA) et les mouvements sociaux*

10 H 00 : Débat et questions

10 H 30 : Pause

### SÉANCE 2 : PEUT-ON CHANGER LES CHOSES SANS PASSER PAR LE POLITIQUE ?

#### PRÉSIDENCE : CORINNE GENDRON

10 H 45 : Dorval Brunelle – Observatoire des Amériques, UQAM. *La politique et les FSM*

11 H 10 : Chalmers Laroche – CEIM, UQAM. *Au-delà des apparences : L'effervescence transnationale dans les Amériques. Perceptions, réalités et/ou illusions*

11 H 35 : Débat et questions

12 H 00 : Dîner

**SÉANCE 3 : LA THÉORISATION DES MS : ÉTAT DES LIEUX****PRÉSIDENCE : EMMANUELLE CHAMPION**

- 13 H 00 : Pierre Beaudet – Université d'Ottawa. *Les mouvements sociaux et la politique en Amérique Latine*
- 13 H 15 : Corinne Gendron – CRSDD, ESG-UQAM. *Les nouveaux mouvements sociaux économiques : entre théorie et pratique*
- 13 H 30 : Yanick Noiseux – Observatoire des Amériques, UQAM. *Cartographie des théories des mouvements sociaux : mise à jour*
- 13 H 45 : Débat et questions
- 14 H 00 : Pause

**SÉANCE 4 : LE CAS DU MOUVEMENT SYNDICAL****PRÉSIDENCE : PIERRE BEAUDET**

- 14 H 15 : Michèle Descolonges – Laboratoire Genre, Travail, Mobilité, Université-Paris X. Nanterre. *Les accords-cadres internationaux sont-ils un moyen d'organiser la solidarité entre différents ?*
- 14 H 30 : Marc-Antonin Hennebert – Université de Montréal. *La transnationalisation de l'action syndicale : le cas de Quebecor World*
- 14 H 45 : Thomas Collombat – Carleton University. *L'exception dans l'exception ? Éléments d'analyse sur l'implication mexicaine dans le mouvement syndical international*
- 15 H 00 : Débat et questions
- 15 H 15 : Pause

**SÉANCE 5 : LE CAS DU MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE****PRÉSIDENCE : YANICK NOISEUX**

- 15 H 30 : Geneviève Meloche – Communication, UQAM. *Stratégies de communication et dimensions identitaires dans le conflit opposant la communauté péruvienne de Tambogrande et la minière canadienne Manhattan*
- 15 H 45 : Ana Isabel Otero – Science politique, UQAM. *La lutte pour la biodiversité : une mobilisation sociale en croissance*
- 16 H 00 : Marco Silvestro – Sociologie, UQAM. *L'adaptation locale d'un cadre d'action collective global : l'arrimage entre l'Union paysanne et la Via Campesina.*
- 16 H 15 : Nicolas Delisle-L'Heureux et Anna Kruzynski – CRAC, Université de Montréal. *Du transnational au local : le cas des groupes libertaires au Québec*
- 16 H 30 : Débat et questions
- 17 H 00 : Vin d'honneur et lancements d'ouvrages

**MARDI LE 8 MAI 2006**

**SÉANCE 6 : LE CAS DES NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX ÉCONOMIQUES (NMSÉ)**

**PRÉSIDENCE : MICHÈLE DESCOLONGES**

9 H 00 : Julien Boucher – UQAM. *Le commerce équitable entre Nord et Sud(s)*

9 H 15 : Alice Friser – UQAM. *Le commerce équitable comme vecteur de transnationalisation : une réflexion critique*

9 H 30 : Caroline Mailloux – UQAM. *Un modèle, deux projets. De l'Inde au Pérou, étude comparative de deux filières de coton biologique et équitable.*

9 H 45 : Débat et question

**SÉANCE 7 : ALLIANCES INTER-MOUVEMENTS**

**PRÉSIDENCE : CHALMERS LAROSE**

10 H 00 : Emmanuelle Champion – CRSDD – ESG-UQAM. *Les alliances entre les syndicats et les ONG : le cas du Forum citoyen sur la responsabilité sociale de l'entreprise*

10 H 15 : Frederic Royall – University of Limerick. *Transnationalité et mouvements des chômeurs en Europe? Forces ou faiblesses*

10 H 30 : Thomas Chiasson-Lebel – SETUE-UQAM. *Le double statut étudiant-travail : l'obligation de l'alliance inter-mouvement*

10 H 45 : Débat et questions

11 H 00 : Pause

**SÉANCE 8 : QUEL POINT D'ANCRAGE SUPRANATIONAL POUR LES MS DANS LES AMÉRIQUES ?**

**PRÉSIDENCE : ALAIN LAPOLINTE**

11 H 15 : Table-ronde. Participants : Michèle Descolonges, Dorval Brunelle, Corinne Gendron, Chalmers Larose

11 H 45 : Débat et questions

12 H 00 : Diner

**SÉANCE 9 : LES FEMMES DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX****PRÉSIDENCE: CHRISTIAN GOYETTE**

13 H 30 : Elsa Beaulieu – Anthropologie- Université Laval. *Les pratiques transnationales de la Marche mondiale des femmes de 1996 à 2007*

13 H 45 : Carmen Diaz Alba – Université de Montréal. *Réseaux féministes transnationaux face au libre-échange en Amérique latine: intégrer la perspective de genre dans les analyses des coalitions de mouvements sociaux*

14 H 00 : Luzma Fabiola Nava Jiménez – UQAM. *Le rôle de la femme face à la problématique de l'eau dans les Amériques : le cas du Mexique*

14 H 15 : Débat et questions

14 H 30 : Pause

**SÉANCE 10 : LES AUTOCHTONES DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX****PRÉSIDENCE : MARCO SILVESTRO**

14 H 45 : Christian Goyette – GIRA, INRS-UCS. *La reconfiguration des voies de la Reconquête autochtone*

15 H 00 : Violaine Bonnassies – GRIC, UQAM. *Le mouvement indigène et la politique bolivarienne au Venezuela : un processus de légitimation réciproque*

15 H 15 : Marie-Josée Bélieau – UQAM. *La difficile transnationalisation du Mouvement des sans-terre de Bolivie*

15 H 30 : Emilie Emmanuelle Joly – UQAM. *Les mouvements autochtones : changement de paradigme, changement de pratique*

15 H 45 : Débat et questions

16 H 00 : Pause

**SÉANCE 11 : CONFÉRENCE DE CLÔTURE****PRÉSIDENCE : ALAIN LAPOLINTE**

16 H 15 : Pascale Dufour – Science politique, Université de Montréal. *Les lieux et les temps de la transnationalisation*

15 H 45 : Débat et questions

17 H 00 : Mot de la fin : bilan et enjeux soulevés

## SUSTAINABLE SOLUTIONS SERIES 3: SUSTAINABLE BUILDINGS

By Philippe Cantin and Annelies Hodge

This third edition of our sustainable solutions series will focus on sustainable buildings, a new and exciting trend that can be seen around the world. Sustainable buildings consume significantly less resources and produce much less waste. They also provide healthier spaces for their more productive occupants, have lower ongoing costs, and contribute to a more sustainable development. In this article you will learn about the main categories to consider in such constructions, what you can do to create more sustainable buildings, and where you can go for further information.

### Site Design and Landscaping

Sustainable buildings are designed to maximise the use of the sun for heating and lighting purposes (called passive solar). In the Northern hemisphere, such buildings face south and are shaped to maximise daylight penetration in the most used areas (the central less lit core houses stairways, elevators, washrooms and mechanics). Local plants are normally chosen for landscaping as they do not require additional watering and attract local wild-life.

### Building Envelope and Structural Design

Worldwide, 40% of raw materials are used for residential or commercial constructions and in Canada, 30% of greenhouse gas emissions are related to building construction and maintenance. Sustainable buildings aim to use recycled materials or local resources harvested in a sustainable manner for their construction wherever possible. The walls and windows are airtight and have insulation values well above governmental requirements, designed to improve thermal comfort.

The building envelope of Mountain-Equipment Co-operative's Ottawa store is airtight and more than 50% of the structural frame was made using recycled materials, including highly insulating wood with low toxicity (i.e. without heavy chemicals like urea formaldehyde). 80% of construction materials were transported less than 500 km to the site and 75% of the structure can be disassembled and reused. This store also includes high-performance windows, excellent insulation, and double-glazed skylighting to maximise the use of natural light whilst minimising heating needs.

### Heating, Cooling, Equipment and Appliances

In the USA, 66% of all electricity produced is used to heat, light or cool buildings and 35% of all greenhouse gas emissions come from energy used by buildings. Sustainable constructions minimise energy consumption through better designed heating and cooling systems as well as by using energy-efficient equipment and appliances. ENERGY-10 is a PC-based design tool that helps architects and designers to identify the most cost-effective, energy-saving measures in less than an hour (leading to energy savings of 40-70% with little or no increase in construction cost). Some of the measures include solar or geothermal hot water, heating and cooling systems, programmable thermostats, EnergyStar appliances, and ventilation systems.

A Canadian office building called "Green on the Grand" that was constructed in the mid 1990s uses a landscaping pond to reduce heat from the chiller thereby eliminating the need for a cooling tower. At the BC Telus building, an external shell acts as a skin to reduce the solar load during summer and provide solar gain during winter. In Austria, many homes utilise the earth's warmth through geothermal technology to heat and cool the air and water, whilst others referred to as passive houses (Passivhaeuser) are constructed in a way that doesn't require any heating or cooling even in the Alps. Those that power their efficient appliances with solar cells on the roof and have enough surplus energy to sell back onto the regular energy grid, at the home owners profit, are referred to as active houses (Aktivhaeuser). Certain homes even have a circuit switch next to their bed, which allows occupants to stop the energy current moving and hence the magnetic field thereby ensuring a healthier sleep.

### Ventilation and Air Quality

Sustainable buildings ensure that fresh outside air enters all rooms in an energy efficient manner, thereby ensuring good air quality for occupants whilst minimising energy use. Incoming ventilation air passes through an energy-

efficient exchanger system whereby it is warmed (in winter) or cooled (in summer) by outgoing air, allowing it to enter the rooms at the correct temperature. Air flow is adjusted automatically in peak and off-peak periods, to ensure optimal oxygen and CO<sub>2</sub> levels.

### Natural and Artificial Lighting

Sustainable buildings use less than 50% of the energy required in conventional buildings for lighting purposes. They do this by harnessing sunlight, with windows and glass walls placed in a way that maximises lighting to the interior whilst minimising glare and overheating. Automatically adjustable roller-blinds and light-sensors may be used to ensure that indoor lighting and temperature is kept at an optimal level, whilst motion-sensitive controls and other fixtures ensure that spaces are only lit when being used. Furthermore, compact fluorescent light bulbs that consume 75% less energy and last up to 10 times longer than regular bulbs reduce energy needs even further.

### Plumbing and Water Use

Sustainable buildings require significantly less water than conventional buildings. For example, "Green on the Grand" consumes 30% less water by capturing rainwater, using a cooling pond instead of a cooling tower, and by using water-saving bathroom features (such as infra-red shut-off fixtures) and other appliances. Various organisations in Ontario, such as the Body Shop headquarters and Toronto Waldorf School, have constructed ponds with plants to naturally treat waste water without harmful chemicals. Granby Zoo installed water-free urinaries, low water toilets, water filters and other measures to reduce their water consumption by 70% in 2 years.

### Finishes and Furnishings

Sustainable buildings are furnished with sustainably sourced materials (so they do not use tropical wood like mahogany for example). Furthermore, furnishings are chosen that do not release harmful gases such as volatile organic compounds (VOC) or urea formaldehyde. This, together with the air ventilation system, means that occupants enjoy excellent air quality as well as improved health and productivity. The "Green on the Grand" office building uses straw-filled panels as room dividers, 100% recycled gypsum board for walls, finishing's with cellulose-based textured coverings that do not require toxic glue, linoleum covered floors (a natural product made from linseed oil that does not release harmful gas), VOC-free adhesives and paints, recycled doors, formaldehyde-free particleboard, and solvent-free furnishings. Many homes today use wood coverings from more sustainable sources like bamboo or cork. Various cer-

tifications can assist in identifying greener furnishings and fixtures, such as Greenguard and FSC-certified wood products.

### Waste

In Europe, construction waste takes up 50% of European landfills and in Canada, activities related to building construction and demolition generate 3.8 million tons of waste per year. Sustainable buildings are made in ways that minimise waste, by using recycled or locally sourced materials. Such measures allowed Mountain-Equipment Cooperative's Ottawa store to produce 75% less construction waste. Sustainable buildings are also used in ways that create less waste through various measures like recycling, composting, organic cleaners that do not release harmful chemicals (EcoChoice or Greenseal certified), renewable energy sources like the wind or sun, and other means.

### Interesting Websites:

There are many useful on-line resources available to assist change agents in making their work or home buildings more sustainable:

Green building case-studies: <http://www.advancedbuildings.org>

Sustainable building certification (LEED): <http://www.usgbc.org/DisplayPage.aspx?CategoryID=19>  
Energy-10 saving software: <http://www.nrel.gov/buildings/energy10.html>

Sustainable building database: <http://www.greenbuilder.com/general/buildingsources.html>

Green building sourcebook: <http://www.greenbuilder.com/sourcebook>

Green building news: <http://www.buildinggreen.com>

Green building councils: <http://www.usgbc.org/> and <http://www.cagbc.org/>

Building ecological footprint calculator: <http://www.epa.vic.gov.au/ecologicalfootprint/calculators/default.asp>

European passive houses website: <http://www.europeanpassivehouses.org/>

### What you can do:

- Green your home or your office space, by putting in place measures that improve energy and water efficiency whilst minimising waste;
- Think green whenever making purchases for your home or office, choosing EnergyStar or GreenSeal appliances, renewable energy, locally sourced materials and responsibly made products wherever possible;
- Encourage others to do the same!



Département d'organisation et ressources humaines  
École des sciences de la gestion  
Université du Québec à Montréal

**CHAIRE** de responsabilité  
sociale et de  
développement durable  
**ESG UQÀM**



## APPEL À CONTRIBUTION

### REPENSER LA GESTION STRATÉGIQUE DES RESSOURCES HUMAINES À TRAVERS LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'ENTREPRISE

#### Appel à article

Appel en collaboration entre la  
Revue Internationale de Psychosociologie Eska, Paris et  
l'École des sciences de la gestion de  
l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Sous la direction de Corinne GENDRON, Jacques IGALENS  
et Christian BOURION,  
avec la collaboration de Julie CLOUTIER  
Date limite : fin avril 2007

**D**epuis déjà une quinzaine d'années, la responsabilité sociale interpelle les entreprises et leurs gestionnaires et commande une série d'innovations sociales dans tous leurs domaines d'influence. Nouveau compromis entre les attentes d'une société civile de plus en plus vigilante et des entreprises soucieuses de démontrer leur contribution sociale positive, la responsabilité sociale circonscrit de nouveaux domaines de performance, qu'il s'agisse de l'environnement ou du développement local, tout comme elle interroge la perspective dans laquelle s'envisagent les fonctions traditionnelles de l'organisation telle que la gestion des ressources humaines.

Les travaux faisant le lien entre responsabilité sociale et gestion des ressources humaines sont encore peu nombreux, et ce même si « les employés » ou « le monde du travail » correspond à un des quatre domaines clefs de la performance en matière de responsabilité sociale aux côtés de l'environnement, des consommateurs et de la société (ou communautés locales). Par ailleurs, plusieurs de ces travaux adoptent une approche utilitaire, c'est-à-dire qu'ils s'inscrivent dans une justification de la responsabilité sociale compte tenu de sa contribution potentielle à l'engagement des employés, à l'attractivité de la firme ou à la rétention de la main-d'œuvre.

Nous souhaitons dans ce numéro aller au-delà de ces approches qui s'inscrivent dans la perspective traditionnelle de la gestion des ressources humaines en amorçant un questionnement enraciné dans les principes de RSE qui portent au premier plan l'intérêt général de la collectivité qui fournit la main-d'œuvre aux organisations productives. Plusieurs pratiques d'avant-garde chez les entreprises permettent d'esquisser les formes de ce questionnement au chapitre

1. de la gestion des compétences en contexte de changement organisationnel, de la sécurité d'emploi et de l'employabilité,
2. de la justice organisationnelle notamment en matière de rémunération,
3. de la santé et la sécurité au travail,
4. de la démocratisation en milieu de travail et enfin
5. de la diversité en emploi (en fonction du sexe, de l'origine ethnoculturelle, d'un handicap, etc.).

Nous nous intéressons donc aux pratiques de responsabilité sociale susceptibles d'incarner la responsabilité sociale compte tenu de leurs retombées tant sociales que psychologiques pour les salariés, mais aussi à celles visant l'intégration des individus et des populations marginalisées à la société, le renforcement du tissu social ainsi que la contribution à l'enrichissement collectif via les politiques d'emploi, de formation et de localisation. Quels sont les déterminants de telles pratiques ? Qu'est-ce qui les motive ? Sont-elles le fruit de luttes et de compromis sociaux, la mise en œuvre d'une vision dirigeante progressiste ou la clef d'un positionnement stratégique ? Comment ces pratiques innovantes se structurent-elles ? Et quels sont les impacts de ces pratiques sur les travailleurs et au sein des populations où ces entreprises sont implantées. Nous acceptons les contributions qui viendront alimenter cette réflexion, et dont le format respecte les normes suivantes :

Faire figurer sur la première page, outre vos nom et prénom, votre adresse postale, un petit texte présentant le ou les auteur(s), le titre en français, mais aussi en anglais, le résumé et les mots clés (pour recherche Internet sur le sujet) en anglais et en français. Le texte ne doit pas dépasser 50 000 signes, notes et bibliographies comprises.

**Les fichiers attachés doivent être envoyés par courriel :**

A: [AGPAEDIT@wanadoo.fr](mailto:AGPAEDIT@wanadoo.fr)

De: votre adresse e-mail

Sujet: Article pour le thème RSE-GRH RIP 31

Cc : [bourion@univ-nancy2.fr](mailto:bourion@univ-nancy2.fr), [gaudreau.anne@uqam.ca](mailto:gaudreau.anne@uqam.ca),

Pièce jointe : votre article.

## Concordia University's Sustainable Business Conference When money talks CSR

*Par Miguel Rojas*

The 2007 edition of Concordia University's Sustainable Business Conference held on March 2<sup>nd</sup>, 2007, convened practitioners, academics, decision-makers, civil servants and students to discuss the potential of business to deal with the pressing problems of sustainable development. Business controls most production and financial activities in the world. What it does or does not will have a deep impact on the sustainability landscape of societies.

"Money talks!" the slogan of the conference, seemed to have successfully rallied the speakers and the audience to reflect on sustainable business. Presentations were very rich and so were discussions following questions from the public. However, this report does not pretend to give the complete account of all exchanges and conferences that took place during the one-day event. It rather has a much narrower pretension: to give an account of some of the debates that were closer to my personal interests.

One may safely conclude after the event that money talks, and that money can be greener in other sense that most people tend to think of it. At the same time, many speakers and participants highlighted that issues connected with sustainability can be extremely complex, and therefore, difficult to tackle. For instance, political legitimacy is a key aspect of it. On the other hand, values, which are closely related to the three integrating dimensions of sustainability, environment, social justice and the economy, may differ geographically. Moreover, markets and money may only have a very limited impact on sustainable development in the absence of appropriate State regulatory intervention. In spite of the difficulties speakers provided many examples of the possibilities of business sustainability to reduce risks and therefore, to increase profits.

### Can money talks CSR? Potential and limits of Socially Responsible Investment (SRI)

**Corinne Gendron**, chairperson of the panel dealing with global issues of SRI, began the séance by asking speakers if finance industry was globally contributing to sustainability, and if not, what should be done to remediate it. According to **Yolanda Banks**, from **Export Development Corporation (EDC)**, finance, particularly project finance, is integrating most aspects of sustainability, out of the simple need to mitigate risks. This does not mean, she argued, that there

is no progress to be made. But Ms Banks stressed that it is important to acknowledge that most project finance (notably in mining, energy and infrastructure) is taking place under the aegis of a number of principles set up by the World Bank to assure sustainability, including aspects related to respect of local communities' rights. In accordance with those sets of principles, for instance, people affected by large projects must receive appropriate information that they can interpret on the likely impact in their lives of the implementation of the project to be financed. Free informed consent of local communities is a key principle. In any case, poor environmental or social performances increase risks in project finance and lenders have an interest in reducing those risks.

Thus, large-scale projects, particularly those connected to mining, energy or infrastructure, whether financed by private banks or governmental agencies, are now routinely scrutinized to assure the protection of biodiversity or respect of local communities rights, among other aspects related to sustainability. EDC has established rules to scrutinize investments in this sense. Ms Banks estimates that globally, perhaps up to 80% of this type of projects is subjected to the indicated scrutiny. This is not to say, she added that there is no room for improvement. Corruption remains a huge problem in many contexts of project finance, although this is a problem that it is being actively confronted by financiers. "Corruption" she emphasized, "is like a big elephant in a room that nobody can any longer ignore" and increasingly, actions are being taken to limit it. The time to ignore corruption in large projects is long past, argued Ms Banks. We will see more changes in this area in the coming future.

**Charles Morand**, from **Innovest Strategic Value Advisors**, shared Ms Banks' optimism. Companies have an interest, according to Mr Morand, in introducing social and environmental aspects in their decision-making processes, since this is a way to reduce the risks that they confront. Take the case of a tobacco-based company, says Morand. It faces particular risks from a social point of view that it somehow it

has to deal with. The approach at Innovest, an investment research and advisory firm specializing in analyzing companies' performance on environmental, social and strategic governance issues is not oriented by values, as it is often the case in the SRI industry. The company approach is rather driven by management of risks arising from social, environmental and similar issues. Values, stresses Mr Morand, vary globally. No consensus exists on them. Risks, on the other hand, are there and constitute a reality that businesses should deal with. And increasingly, they are doing so. Firms that do not seek to reduce their exposure to social and environmental risks can be raided by takeover specialists, in a way akin to poorly financial firms.

**Sean Gilbert**, from the Amsterdam-based **Global Reporting Initiative (GRI)** is less optimistic. At the global scale, he says, we are not investing in a sustainable way. It suffices to look at the climate change process or the scarcity of water, just two mention two pressing issues. GRI has been active now for nearly 10 years. It was originally a project funded by a small foundation, yet the standards in reporting that it has produced are being used now by numerous organizations, including some large multinationals. The goal of GRI is that sustainability reporting will be as common in the future as financial reporting is nowadays. The present situation of sustainability indicates, in his view, that GRI reporting has not been internalized. It is important to determine how sustainability can be assessed and how it can transform into market terms.

The experts in the panel received multiple questions and remarks from the public and the chairperson of the séance, a reflection of the complexity and richness of the issues under discussion. One participant suggested that the global standards advocated by the World Bank, mentioned by Yolanda Banks, were an imposition to local communities. Banks replied that this is not the case. The standard obliges to informed consent, but local communities may follow the path that they choose. Other participants pointed out that for many firms sustainability is just "green washing", i.e. an exercise in public relations. For Charles Morand investors should monitor green washing efforts very carefully, for it is often difficult to decide which behaviour is genuinely driven by the promotion of sustainable policies, and which one is not. Moreover, as a panellist also expressed, investors should examine the consistency between values that firms claim to cherish and their concrete actions. Cases in point are firms that affirm to pursue sustainability while they lobby governments to remove regulation that promotes sustainability at the economy-wide level.

In spite of all these problems, Morand highlighted some important recent breakthroughs related to the connection between sustainability and finance. One of these developments is the recent acquisition by a renowned private investor of a controlling stake at TXU, a major energy company in the United States. TXU has enraged environmentalists in the recent years, because it was planning to accelerate the construction of coal plants for electricity production. The idea, observers agree, was to build the plants (considered important emitters of greenhouse gases) before any anti-global warming legislation was set up by the US Congress. The financiers behind the deal, now in control of the company have halted the construction of those plants. They considered that the strategy of pushing ahead coal plants was plainly too risky, given the likelihood that the executive and legislative take action on the matter. In a similar vein, Morand mentioned that a major player of global finance, Goldman Sachs has important stakes in the European exchanges of carbon emissions markets. The company is also devising other mechanisms to profit financially from helping governments and firms to confront environmental and social challenges.

Recent events are thus encouraging for observers of the SRI scene. However, experts in another panel, dealing with retail SRI, highlighted the complexity of the interaction between SRI and management of firms that perform poorly at the social or environmental levels. One panellist mentioned that a Canadian-based apparel firm that had had problems with labour rights in its supplier chain, refused to sort out these problems in a fashion acceptable to one of its main shareholders, a fund connected with a major trade-union organization in Quebec. The fund decided later to divest. In another discouraging twist, shareholder pressure lead to some oil companies to quit from Sudan, as a consequence of concerns over respect of human rights in that country. The departing companies, however, were swiftly replaced by Chinese firms un-interested in the issue and not subjected to public opinion pressure.

To add to the complexity of issues at stake, Corinne Gendron observed that reporting standards confront two major obstacles. The first is legitimacy. She posed the question of who decides what is the standard of sustainability, and how this standard can be legitimized through democratic participation of stakeholders. At the time of the emergence of GRI, she said, some European trade unions refused to back the process conducting to the elaboration of the GRI standards. Moreover, reporting constitutes an element of a broader picture she said. It cannot suffice by itself.

Finally, **Gendron** observed that market-based solutions, while useful in their own right may be dependent on State intervention to achieve systemic sustainability. To begin with, she argued, risk perceived by companies is related to regulatory processes, which basically emanate from the State.

#### Can carbon markets reduce carbon emissions?

That the State is basic element of society-wide efforts seeking sustainable development was exemplified in the conference by a panel on the emerging carbon trading market in Canada. **Leon Bitton**, one of the speakers in a panel dealing with this issue, highlighted the possibilities of the exchange market of Montreal, which specializes in derivative products, to facilitate trading of carbon emissions. In fact, he gave the audience a lengthy account of the efforts implemented by public authorities to start the operation of such a market in Montreal. However, as he pointed out, in order to have an efficient market, a carbon price is needed. The price can be set up by

actors in the marketplace, but for that to happen, emission caps have to determine beforehand by regulatory authorities.

**John Godfrey**, MP and chairman of the Liberal Caucus Environment Committee stresses the point by stating that if emissions are free, there will be no carbon market. Those emissions have to be set by regulation. Carbon markets by themselves can not lower emissions.

Those cuts in emissions, he added, have to be deep so that the resulting price can induce industry to change its behaviour. There is no doubt in Mr Godfrey's view that the process conducive to the establishment of carbon markets in Canada represents a huge political challenge. Nevertheless, he highlighted as well that the operation of this market will be beneficial for the future development and competitiveness of the Canadian economy.

## Le site Internet du mois...



Fondé en 1995 par l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, en France, le Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement (C3ED) compte plus de 60 membres incluant des professeurs, des maîtres de conférence, des doctorants et des chercheurs. Le C3ED possède une longue expérience de recherche et d'expertise collective contractuelles, tant au niveau national qu'européen et international, public et privé, dans les domaines de l'environnement, du développement durable, de l'emploi, de l'éthique et de l'économie. Le C3ED est spécialisé dans la recherche interdisciplinaire, sur la base d'un équilibre entre les études théoriques et appliquées. Le site Internet de C3ED permet d'accéder gratuitement à des dizaines de publications scientifiques portant sur les thèmes de l'éthique, de l'environnement et du développement durable. On peut également y télécharger le bulletin d'information du centre de recherche. Enfin, ce site présente les six axes de recherche du C3ED, soit : 1) durabilité et mode de consommation ; 2) évaluation environnementale et capital naturel ; 3) éthique et développement durable ; 4) aide à la décision et à la gouvernance ; 5) dimension territoriale et développement durable ; 6) mondialisation et développement durable.

<http://www.c3ed.uvsq.fr/>

## Compte rendu du Séminaire autour du livre *Consommation et image de soi*, de Benoit Duguay

Par Ana Isabel Otero

La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable a eu l'occasion d'accueillir Benoit Duguay, auteur du livre *Consommation et image de soi* le 7 mars 2007, dans le but de faire une présentation intitulée *La société d'hyperconsommation : vers une consommation réfléchie*.

Professeur à l'École des sciences de la gestion à l'UQAM et détenteur d'un doctorat en communication, Benoit Duguay a une longue expérience dans l'industrie informatique, principalement à l'emploi d'entreprises multinationales. Tout au long de son expérience professionnelle et académique, M Duguay s'est demandé quelles sont les motivations qui poussent les consommateurs à choisir certains produits et, principalement, comment est qu'on a fait pour arriver à une telle société d'hyper-consommation à l'heure actuelle. M Duguay a aussi un blog, *Causerie sur la consommation*, un site d'échange public qui vise à partager ses réflexions sur la consommation : <http://benoit-consommation.blogspot.com/>

### Les motivations cachées de la consommation

La présentation de M Duguay a porté sur les motivations qu'encouragent les consommateurs à acheter. L'auteur ne s'est pas contenté d'analyser les habitudes de consommation, il cherche en fait à savoir quelles sont les raisons qui nous poussent à faire certains choix et surtout à consommer de façon irréfléchie. Son point de départ est que nous consommons trop et mal. Il se demande comment est-ce qu'on a fait pour arriver à un tel point de surconsommation où les biens et les services devient un palliatif contre le manque d'estime de soi.

Ainsi, il existe des personnes dont leurs motivations pour consommer les poussent à acheter de manière irresponsable. Il s'agit des personnes qui ont une faible estime de soi et qui visent à compenser cette image négative avec l'achat des biens et des services. Souvent le consommateur moderne cherche davantage à satisfaire des « besoins » symboliques (liés à un statut social ou à une image qu'on veut projeter) que des besoins liés à la fonctionnalité du produit. Cet aspect sera expliqué plus tard.

M Duguay affirme que la consommation n'est pas indésirable par elle-même, au contraire, l'homme consomme depuis longtemps. La différence maintenant est que la consommation est devenue une valeur par elle-même. Puis, la société de consommation

moderne, qui émerge au cours des années 60, est un phénomène nouveau.

D'autre part, les stratégies de marketing deviennent de plus en plus sophistiquées et sont à la base de cette tendance à acheter sans réfléchir. Celles-ci font appelle au concept de besoins développé par Maslow pour justifier la pertinence des produits apparaissant dans la publicité. Leur but est de créer des produits pour satisfaire chacune de ces « besoins de base », interprétés à leur manière : le marketing des besoins est réducteur puisqu'il élimine les aspirations du niveau supérieur. De même, le marketing crée constamment des nouveaux désirs qu'il essaie de présenter comme des besoins « innés » à l'être humain, dont les aspects symboliques sont davantage mis en valeur, au détriment de la fonctionnalité du produit.

Afin de mieux comprendre les motivations en consommation, l'auteur utilise une approche multidisciplinaire, se basant non uniquement sur les théories en marketing, mais aussi sur des approches en sociologie et en psychologie. Il introduit le concept d'attentes en affirmant que plus la société évolue, plus il y a des attentes. Voilà le type d'attentes repérées jusqu'à maintenant :

- Attentes fonctionnelles : ce sont les aspects utilitaires, la raison d'être du produit.
- Attentes symboliques : c'est l'expression d'une signification liée à l'objet qu'on consomme
- Attentes imaginaires : ce sont comme les attentes symboliques, mais la signification est plus profonde et elle est étroitement liée à l'image de soi. Ces attentes liées au produit peuvent devenir une sorte de compensation à la faible estime de soi. Des fois on n'achète pas un produit, mais une image. Cela ne veut pas dire que tous ceux qui ont des attentes imaginaires ont une faible estime de soi.
- Attentes sensorielles : ce sont des exigences visant le plaisir, de fois avec une connotation sexuelle. La preuve est que

si on doit se restreindre d'acheter, on est malheureux.

- Attentes financières : ce sont les exigences visant les conditions financières. Le rapport principal se base sur le prix.
- Attentes relationnelles : ce sont les exigences concernant les relations humaines et le service (personnalisé ou non).
- Attentes sociétales : ce sont des nouvelles attentes concernant les qualités sociales et environnementales du produit (commerce équitable, production biologique, etc.) Le problème est que des fois on achète certains produits pour soulager la mauvaise conscience et on risque de continuer à mal consommer (comme acheter une SUV "hybrides").
- Attentes esthétiques : ce sont des exigences visant l'apparence du produit, cela correspond à des normes culturelles ou a des préférences personnelles.
- Attentes informationnelles : ce sont les exigences d'obtention d'information immédiatement, besoin de précisions sur les produits et pression sur les compagnies.
- Attentes temporelles : se basent sur immédiateté du désir, d'acheter et payer après, etc. Tout doit aller très vite.

L'approche des attentes apporte plusieurs avantages car elle reconnaît l'influence de la nature humaine, de la vie sociale et des efforts de commercialisation sur l'émergence des désirs, puis elle montre les bénéfices attendus par le consommateur plutôt que la simple volonté de possession. Ainsi, il est possible de saisir la complexité de la motivation d'achat.

### Consommation et soi

Duguay a constaté que la consommation est liée à une image qu'on veut projeter. Il analyse la consommation comme une forme de compensation à une faible image de soi. De cette manière, l'image de soi a une influence sur les attentes et sur le choix des produits.

Selon William James, l'image de soi est la somme totale de tout ce qu'on appelle « moi », alors que l'estime de soi se définit comme la relation établie entre le succès et les prétentions d'une personne. L'image de soi s'entend ainsi comme la relation entre le succès et les prétentions d'une personne. Plus on a de succès, plus l'image de soi s'améliore. Cela dépend bien évident du niveau des attentes personnelles.

Nous nous sommes permis de reproduire le tableau présenté par M Duguay et qui synthétise le rapport entre l'image de soi et l'image du produit :

Image de soi versus image du produit (Duguay 2000)

Image produit	Image/ Estime soi	Relations Sirgy	Relations Duguay
Négative	Positive/ Forte	Inadéquation négative	
	Négative/ Faible	Adéquation négative	
Positive	Positive/ Forte	Adéquation positive	
	Négative/ Faible	Inadéquation positive	Inadéquation compensatoire

L'attention doit être portée à la dernière relation, soit entre une image positive du produit et une image négative de soi. En effet, les relations d'inadéquation compensatoires ont lieu principalement lorsque la personne a une image positive du produit et une image négative de soi. Par ailleurs, les personnes ayant une faible image de soi sont plus vulnérables à la surconsommation et aux messages de marketing. Cela n'implique pas forcément que les personnes achètent toujours afin de compenser une image négative de soi. Ce n'est pas non plus lié à la quantité qu'on achète, mais à la représentation des produits acquis.

Finalement, l'auteur propose de passer d'une hyperconsommation à une consommation réfléchie, c'est-à-dire, de mieux utiliser notre temps; de prendre conscience des enjeux écologiques liés à la production, au transport et à la consommation; d'augmenter le niveau d'éducation de la population afin de ne pas tomber dans les pièges du marketing; d'améliorer nos attentes sociétales et environnementales; et de s'éloigner de l'idée que certains produits nous offrent un certain statut...

« Nous ne sommes pas des victimes de la consommation, mais des complices »

### Discussion

Il semble que certains participants au séminaire ne partageaient pas la vision de l'auteur concernant la consommation comme compensation à une faible estime de soi. L'auteur nous a expliqué le l'estime de soi a été mesurée en fonction des test psychologiques préétablis. Il a aussi clarifié le point que seulement certaines personnes utilisaient l'acte de consommation comme compensation à la faible estime de soi, surtout parce qu'elles construisent une image de soi étroitement liée à la consommation. Curieusement, quelques participant avaient l'air d'être mal à l'aise avec la remise en question de la

consommation et ils cherchaient à se justifier. Leur vision est que si on a les ressources (l'argent), il n'existe pas de raison pour limiter la consommation. Apparemment une telle vision de consommation responsable est étroitement liée à l'idée de l'endettement : si on paie la carte de crédit avant la date limite et on ne traînent pas de dettes, on a le droit d'acheter sans remords.

À ce propos, une question a été lancée : Est-ce que le fait d'avoir les moyens justifie le gaspillage de ressources? Disons, est-ce qu'une personne a vraiment besoin de s'acheter deux voitures?

Et, en fin de compte, quels sont les critères pour dé-

finir qui consomme de façon responsable et qui ne le fait pas?

Duguay a lancé quelques pistes :

Il n'est pas nécessaire de se lancer dans la simplicité volontaire, puisque la société a besoin de produire et d'avoir une croissance économique. Il est seulement question de retrouver les valeurs humaines et de construire l'image de soi autour des concepts autres que la consommation : la famille, la solidarité, l'équité, etc. Ce n'est pas une belle voiture ou une grosse maison qui feront de nous des meilleures personnes!

## Invitation...

Vous êtes cordialement invités à participer à une rencontre de discussion sur les biens et services environnementaux (B&SE) organisée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et par Agriculture et Agroalimentaire Canada qui aura lieu le 16 mai 2007 en après-midi. L'objectif de la rencontre est d'échanger sur des approches novatrices en matière de gestion et protection des ressources en milieu agricole sous l'angle plus particulier du concept des B&SE.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une mission que **monsieur Gary Stoneham** effectue au Canada. Monsieur Stoneham est économiste en chef au ministère de la Durabilité et de l'Environnement de l'Australie. Il viendra présenter le programme pilote des instruments basés sur le marché (MBI) [Market-Based Instruments Pilot Program] qui a été établi afin d'explorer la possibilité de créer des marchés spécialisés pour les B&SE. Vous trouverez ci-après le lien vers le résumé d'une présentation qu'il a déjà faite lors du Symposium national sur les biens et services écologiques en agriculture, à Winnipeg en février 2006. [http://www.agr.gc.ca/pol/eqs-bse/index\\_f.php?page=stoneham](http://www.agr.gc.ca/pol/eqs-bse/index_f.php?page=stoneham) Le MAPAQ avait alors collaboré à l'organisation de ce symposium avec AAC et d'autres provinces canadiennes. Certains d'entre vous faisiez d'ailleurs partie de la délégation québécoise à ce symposium.

Seront également présents :

**Monsieur Victor Brunette**, directeur de l'Agence de mise en valeur des forêts privées outaouaises. Il viendra partager ses connaissances et son expérience au sujet des incitatifs qui ont été mis en place pour assurer la protection de la qualité de l'eau du bassin versant alimentant en eau la ville de New-York.

**Monsieur Ian Campbell**, du Bureau des politiques agroenvironnementales à Agriculture et Agroalimentaire Canada. Il dressera un état de situation des réflexions et des projets-pilotes en lien avec la production de B&SE en milieu agricole à l'échelle canadienne.

**Monsieur Claude Sauvé**, associé à la firme Éco-ressources et ancien économiste en chef du MDDEP. Il présentera différentes expériences qui ont portées sur la question de l'attribution d'une valeur monétaire aux écosystèmes et aux services écologiques.

Les présentations seront suivies d'une discussion sur les opportunités offertes par le concept de B&SE au Québec.

**Où** : Théâtre Périscope situé au 2, rue Crémazie Est à Québec  
**Quand** : 16 mai 2007 à compter de 13h30

Les interventions de monsieur Stoneham seront en traduction simultanée.

Merci de confirmer votre participation à madame Mélanie Tremblay, au (418) 380-2100 poste 3187 ([melanie.tremblay@mapaq.gouv.qc.ca](mailto:melanie.tremblay@mapaq.gouv.qc.ca)) ou à madame Julie Bordeleau, au (418) 380-2100 poste 3856 ([julie.bordeleau@mapaq.gouv.qc.ca](mailto:julie.bordeleau@mapaq.gouv.qc.ca)).

## Résultats des élections Québec 2007 : le fantôme de l'environnement<sup>1</sup>

Par Corinne Gendron, LL.B, MBA, Ph. D, Titulaire, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable,  
Professeure, Département d'Organisation et de Gestion des ressources humaines,  
École des sciences de la gestion, UQAM

Il n'est pas facile de prédire le sort que connaîtront les questions environnementales dans la configuration du gouvernement résultant des dernières élections. Même « les écologistes ne savent pas sur quel pied danser » titrait *Le Devoir* du mercredi 28 mars (p. A2). En fait, la grande question à se poser est de savoir si, dans un gouvernement minoritaire libéral avec une opposition adéquiste et une balance du pouvoir péquiste, l'environnement est susceptible de devenir un enjeu de positionnement ? Les plates-formes électorales laissent présager du contraire, puisqu'elles n'ont pas permis de départager de façon claire les grands partis entre eux. Bref, l'environnement n'a pas été jusqu'à maintenant un sujet de différenciation comme ont pu l'être la santé, l'éducation et la gestion publique.

Rappelons qu'en début de campagne, le gouvernement libéral a obtenu la note de passage pour son bilan en matière d'environnement, alors que le plan de lutte contre les gaz à effet de serre et l'adoption de la Loi sur le développement durable venaient compenser les dossiers controversés du Suroît et du Mont Orford<sup>2</sup>. Par la suite, les notes obtenues par le PQ (47%), le PLQ (32%) et l'ADQ (0%) au questionnaire de Greenpeace pouvaient difficilement les propulser au rang de partis écologistes. D'autant plus que ces performances restaient nettement en deçà non seulement de celle du Parti vert (94%) mais aussi de celle de Québec solidaire (90%).

L'environnement n'est pourtant pas un enjeu négligeable pour les partis politiques au Québec, comme en témoignent les résultats du Parti vert aux dernières élections, avec 3,89 % des suffrages. C'est dix fois plus qu'en 2003, et cela consacre une avance de 10 000 voix sur Québec solidaire. Par ailleurs, que les partis politiques se le tiennent pour dit : ils sont bienvenus pour s'inspirer du programme du parti vert, mais seront refoulés aux portes s'ils viennent quémander une quelconque coalition. Le chef Scott McKay est formel : son parti n'est ni souverainiste, ni fédéraliste (ni « autonomiste » peut-on présumer), ni de gauche, ni de droite. Il reflète en cela l'hétérogénéité du mouvement vert qui, même s'il a souvent été associé aux progressistes, rassemble pourtant en son sein une importante frange conservatrice comme l'ont déjà démontré plusieurs études sociologiques<sup>3</sup>. La question est donc de savoir s'il fera le plein des électeurs déçus par le programme environnemental de leurs partis respectifs, ou

si l'un de ces partis tentera un « beau risque vert ». Comme nous le disions plus tôt, ce n'est pas encore une option privilégiée par l'un des trois principaux partis. Mais cette avenue peu banale pourrait en tenter certains plus que d'autres.

Pour prédire l'issue des controverses environnementales sous le gouvernement minoritaire libéral, la grande inconnue est en fait l'ADQ, tout d'abord parce que la piétre performance obtenue au sondage de Greenpeace (0%) est due non pas à de mauvaises réponses, mais bien à pas de réponses du tout. Or, contrairement au gouvernement Harper clairement peu sensible aux questions environnementales, ce refus et la note correspondante ont pu être interprétés pendant les élections comme un rendez-vous manqué plutôt que comme une sous ou une contre performance. D'autant plus que même s'ils n'ont pas fait de l'environnement un thème fort de leur programme, les adéquistes ne se sont pas non plus positionnés contre l'environnement par le passé. Reste donc à voir dans quel sens ils choisiront d'articuler un positionnement qui devra être clarifié, développé et défendu du compte tenu de leur nouveau statut d'opposition officielle. Compte tenu du Québec dans lequel elle évolue, il serait surprenant que l'ADQ adopte un positionnement anti-environnemental à la Harper. La formation politique n'aura certainement pas manqué de noter les résultats du dernier sondage d'Angus Reid selon lequel les Québécois sont les plus verts des Canadiens, et il n'y a pas de « petite Alberta » au sein du Québec.

Du côté du PLQ, celui-ci s'est doté d'un formidable outil qu'il a jusqu'à maintenant peu exploité pour promouvoir son image verte : la loi sur le développement durable. Or, celle-ci prévoit que le gouvernement adopte, d'ici le 31 décembre 2007, une stratégie de développement durable pour le Québec, laquelle sera présentée et défendue par le premier ministre (et non par le ministre de l'environnement, du développement durable et des parcs). Il n'est pas exclu que le premier ministre Charest cherche à se faire un peu de capital politique en faisant de l'exercice

entourant l'adoption de la stratégie (consultations et débats) une opération de charme similaire à son plan de lutte contre les changements climatiques. L'exercice sera peut-être plus ardu néanmoins, dans la mesure où la stratégie exigée par la Loi interpelle tout spécialement la cohérence du gouvernement sur un certain nombre d'enjeux écologiques, alors que c'est précisément l'incohérence et le refus de certains ministères de s'engager dans la démarche de protection de l'environnement qui a marqué le précédent gouvernement Charest.

Enfin, si l'on se fie à une analyse du vote selon le sondeur Jean-Marc Léger reprise dans *Le Devoir* (28 mars, p. A4), les votes accordés aux tiers partis que sont Québec solidaire et le Parti vert ont surtout nuit au Parti Québécois. Les gains de Québec solidaire (passé de 1% à 4%) se seraient faits quasi totalement aux dépens du PQ, tandis que ceux du Parti vert seraient attribuables en grande partie à d'anciens péquistes. Cette analyse confortera-t-elle les militants dans une redéfinition non seulement plus à gauche mais également plus verte du projet péquiste, qu'elle se fasse au sein ou en parallèle à l'option souverainiste? Il est à prévoir que la question sera à tout le moins débattue, et que les positionnements du PQ à l'égard des questions environnementales devront être encore plus claires, tranchées, audacieuses et surtout cohérentes qu'elles ne l'ont été jusqu'à maintenant.

Bref, en matière d'environnement, les prochains mois à l'occasion desquels les différents partis pourraient être tentés par une stratégie de différenciation axée sur les questions écologiques risquent d'être tout aussi palpitants que la campagne électorale l'a été.

<sup>1</sup>Cette chronique a été publiée sur le portail Novae : <http://www.novae.ca/>

<sup>2</sup>Il a par contre été « recalé » par Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE).

<sup>3</sup>Voir notamment Mercier, Jean. 1997. « Quelques éléments de la pensée institutionnelle du mouvement écologiste ». In *Le partage des responsabilités publiques en environnement*, Painchaud, Paul (dir.), p. 17-42. Ste.-Foy, La Liberté; Vaillancourt, Jean-Guy. 1981. « évolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises : de la contre-culture et du conservationnisme à l'environnementalisme et à l'ecosocialisme », *Sociologie et sociétés*, vol XIII, no 1, avril, p. 81-98; Perron, Bertrand, Vaillancourt, Jean-Guy, Claire Durand. 1999. « Les leaders de groupes verts et leur rapport aux institutions », *Recherches sociographiques*, XL, vol. 3, p. 521-549; Sklair, Leslie. 1994. « Global sociology and global environmental change ». In *Social Theory and the Global Environment*, Redclif, Michael et Ted Benton, p 205-227. London & New York: Routledge; Gendron, Corinne. 2006. *Le développement durable comme compromis*, PUQ.

## Veuillez noter que...

Le colloque intitulé : "L'Action collective et l'exclusion sociale en Europe" sera reporté aux **11-12 janvier 2008**.

Veuillez aussi noter que le colloque aura lieu désormais à **l'Ecole Normale Supérieure de Lyon** (ENS-SLH) (France).

Vous pouvez aussi **voir et télécharger à l'appel à communications** sur le site web suivant: <http://www.ul.ie/~lcs/lyon-2007-english>

Les propositions de communications (d'une longueur de 3300 signes maximum, espaces compris, soit environ 500 mots) contiendront impérativement un titre, une orientation problématique, une mention des sources ou des terrains utilisés. Elles devront être transmises par courriel uniquement, avant le 1er juin 2007, aux deux organisateurs du colloque :

-Didier Chabanet (Triangle – ENS-LSH, France). E-mail : [didierchabanet@hotmail.com](mailto:didierchabanet@hotmail.com)  
-Frédéric Royall (University of Limerick, Irlande). E-mail : [frederic.royall@ul.ie](mailto:frederic.royall@ul.ie)

Les réponses seront données au plus tard le 15 juin 2007.

**CHAIRE de responsabilité  
sociale et de  
développement durable**  
**ESG UQÀM**

---

École des sciences de la gestion  
Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888  
Succursale Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8

Téléphone : 514.987.3000  
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: [crsdd@uqam.ca](mailto:crsdd@uqam.ca)

---

**Visitez notre site Internet**  
[www.crsdd.uqam.ca](http://www.crsdd.uqam.ca)

**Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique**  
[crsdd@uqam.ca](mailto:crsdd@uqam.ca)

---

**Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable**

Rédacteur en chef : Julien Boucher

Rédactrice-adjointe, mise en page : Sophie Lévesque

Collaborateurs : Philippe Cantin, Corinne Gendron, Annelies Hodge, Gustave Massiah, Ana Isabel Otero et Miguel Rojas

**Pour soumettre un article, prière de consulter le site web [www.crsdd.uqam.ca](http://www.crsdd.uqam.ca).**